

Xxoxoxoxoxoxox



De de Gaulle à Chirac...

lapi / roger-viollet - keystone - jean claury / magnum photos
dulos-simon / gamma - kovarik / ap / sipa - tudovic/rea



La République des barbouzes et des coups tordus

PAR VINCENT NOUZILLE



rue des archives/bca

Les écoutes illégales et les officines douteuses ont nourri les scandales de la V^e République. Aucun président, de De Gaulle à Chirac, n'y a échappé. Plongée dans les grandes affaires qui ont défrayé la chronique.

La V^e République est née en 1958 d'un coup tordu, celui des gros bras du général de Gaulle prêts à tout pour favoriser son accession au pouvoir. Un défaut congénital dont elle est restée marquée. La toute-puissance de ses présidents, favorisée par la Constitution, repose en partie sur ce volet sombre : celui des barbouzeries organisées en haut lieu. Certes, les monarques de l'Élysée se lavent toujours les mains des basses œuvres qui servent leurs desseins. Mais dans les antichambres de l'Élysée, de Maignon ou du ministère de l'Intérieur, des conseillers zélés usent souvent de moyens plus ou moins avouables pour parvenir à leurs fins. Leurs missions : protéger leur mentor, coûte que coûte. Surveiller ce que trame la presse, l'opposition ou tout allié jugé imprévisible. Aider les amis sûrs. Déstabiliser les autres. Manipuler l'information. Orienter la justice. Et tant pis s'il faut s'affranchir des règles et jongler avec la loi.

Tout a commencé par le complot du 13 mai 1958, lorsqu'un Comité de salut public se constitue à Alger, dirigé par le général Massu, vent debout contre la politique hésitante des gouvernements de la IV^e République. Les partisans de l'Algérie française mènent l'insurrection, appelant à la rescousse le général de Gaulle, qui attend son heure depuis sa retraite de Colombey-les-Deux-Églises. Une poignée de ses supporters inconditionnels se démène, en vérité, depuis des mois, pour préparer clandestinement ce retour sur la scène politique. L'opération a été baptisée « Résurrection ». Parmi eux, Jacques Soustelle, gouverneur de l'Algérie depuis 1955, et des activistes comme Léon Delbecq, Roger Frey, Jacques Chaban-Delmas, Charles Pasqua et Jacques Foccart. Ce dernier, ancien pilier du service de renseignement gaulliste durant la guerre sous le pseudo de « Binot », a créé des sociétés d'import-export qui recrutent des barbouzes et financent en

partie ce réseau. En quelques jours, les comploteurs accréditent la rumeur selon laquelle les généraux insurgés d'Alger vont débarquer *manu militari* à Paris et prendre le pouvoir. Les gaullistes ont prévu d'en profiter pour passer à l'action, les armes à la main s'il le faut. Certains attendent, dans une cave de Marseille, le feu vert de l'opération « Résurrection » avant d'attaquer la préfecture. Cette ambiance de tension militaire finit, *in extremis*, par convaincre le président René Coty de faire appel, le 29 mai 1958 dans la soirée, au « plus illustre des Français » pour diriger le gouvernement. Grâce à ses lieutenants, à Paris et à Alger, de Gaulle a réussi son coup plus vite que prévu.

Le SAC, une milice politique prête à tout

Dès lors, de Gaulle peut instaurer la nouvelle République qu'il appelle de >

De Gaulle, 1958-1969

La main dans le SAC



A gauche, Pierre Debizet, le patron du SAC. Ci-dessus, une affiche de Mai 68 qui dénonce cette officine.

Il a restauré l'État et fondé la V^e République, comme l'ont rappelé à la France entière les hommages rendus au Général lors du 40^e anniversaire de sa mort. Mais l'État gaulliste n'a pas rompu avec les mauvaises habitudes : journalistes, opposants et même certains ministres étaient placés sur écoute. Plus gênant pour l'idéal républicain, les gaullistes créent le Service d'action civique (SAC). L'officine officiellement créée en 1960 par une poignée de fidèles (dont Pierre Debizet) brasse aussi bien des militants sincères que des truands peu fréquentables. D'abord utilisé contre l'OAS, le SAC se reconvertisse dans la surveillance et l'intimidation des ennemis politiques du Général.

photos keystone

La République des barbouzes et des coups tordus

► ses vœux et en devenir le premier président fin 1958. Sa garde rapprochée prend des postes clés : Jacques Foccart, dit « La Foque », s'occupe du renseignement et des affaires africaines à l'Élysée tandis que Roger Frey tient le ministère de l'Intérieur. Sous sa houlette, les Renseignements généraux (RG) espionnent les conversations des journalistes, des opposants et même de certains ministres gaullistes, grâce à quelque 200 lignes qui leur sont réservées au Groupement interministériel de contrôle (GIC), installé dans les sous-sols des Invalides. La ligne « 404 » est branchée en permanence sur le bureau et le domicile parisiens de François Mitterrand. Le leader de la gauche s'en amuse presque, évitant au téléphone d'impudiques « Je t'aime » à ses amies, de peur « d'offenser les pouvoirs publics ».

Pour les basses besognes, les RG peuvent aussi compter sur l'aide du Service d'action civique (SAC), véritable police politique du régime qui associe militants sincères, gros bras d'extrême droite, policiers sans vergogne et truands amis. Cette milice a été créée dès 1958 par une poignée de durs – dont Alexandre Sanguinetti, Jean Bozzi, Dominique Ponchardier, Paul Comiti, Pierre Debizet et Charles Pasqua.

Titulaires d'une carte tricolore qui leur sert de sésame, les membres du SAC ne répugnent pas aux coups de main, aux escroqueries, aux trafics en tout genre et aux opérations illégales. Ils participent à la traque des agents du FLN, puis à celles des extrémistes Algérie française de l'OAS. Le SAC constitue aussi son propre réseau de renseignement, sous la direction d'un ancien du Sdece, Charles Vincenzini, un proche de Foccart. En lien avec la DST et les RG, ses « agents », réunis en troïkas, surveillent notamment les activités du Parti communiste français et des ennemis potentiels du régime. Ils effectuent des filatures dans des Simca 1000 banalisées, interceptent des courriers, réalisent des perquisitions sauvages et ont libre accès aux fichiers policiers. « *Durant les dix premières années de son existence, c'est-à-dire de 1958 à 1968, le SAC eut l'appui total de Roger Frey qui régnait, le terme n'est pas trop fort, sur la Place Beauvau* », résumera Patrice Chairouff, un ancien de cette police parallèle, dans *B... comme barbouzes* (éd. Alain Moreau, 1975).

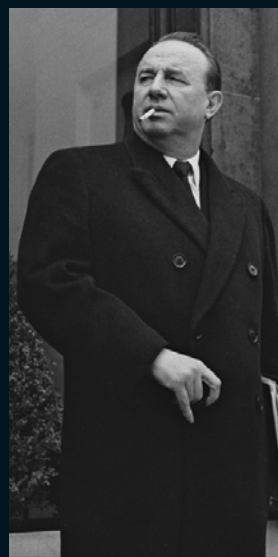
Durant les événements de Mai 68, les RG décuplent leurs écoutes, épient le *Canard enchaîné*, les leaders étudiants comme Daniel Cohn-Bendit, le patron du PSU, Michel Rocard, ou des intellectuels, tel Jean-Paul Sartre. Le SAC pousse même le bouchon un peu plus loin,

Georges Pompidou, 1969-1974

A l'écoute des Français



Sous son air jovial, bonhomme, la clope aux lèvres, Pompidou voulait tenir le pays « rênes serrées ». Raymond Marcellin, son ministre de l'Intérieur, charge les policiers de freiner la contamination de la société par les « déviants » de tout poil. Un fichier de 3 000 noms de militants gauchistes est constitué. Ce sont les années du grand bond en avant de l'économie... et de la pose de micros ! Une affaire de trop met au grand jour ces douteuses méthodes : une pseudo-équipe de plombiers-chauffagistes est surprise dans les locaux du *Canard enchaîné* le 3 décembre 1973.



Raymond Marcellin ministre de l'Intérieur de Georges Pompidou. A gauche, la une du « Canard ».

en préparant clandestinement avec la DST des opérations d'internement de plus de 50 000 meneurs étudiants et d'opposants dans les stades ! Le journal *Libération* publiera en février 1974 un document interne du SAC de Marseille, daté du 24 mai 1968, qui listait les noms des personnes à emmener dans les stades de l'Huveaune et du vélodrome « *en cas de clash et sur ordre de Paris* ». Le SAC appréciera peu cette mise en cause : les locaux marseillais de *Libération* seront la cible d'un attentat dans la nuit du 20 au 21 mars 1974. Le journal révélera ensuite les noms des membres du commando, associant flics des RG et figures du SAC...

« Ce n'était pas joli-joli, de regarder par le trou de la serrure »

Fin mai 1968, le général de Gaulle finit par reprendre la situation en main, sans utiliser la force. Ses sbires ont organisé la manifestation monstre des gaullistes du 30 mai contre la « *chienlit* ». La vague bleue aux élections législatives de juin siffle la fin de la récré. Mais le séisme de Mai 68 a ébranlé le pouvoir. Usé, de Gaulle finit par démissionner après l'échec de son référendum constitutionnel en avril 1969. Son

ancien Premier ministre Georges Pompidou est élu dans la foulée à l'Élysée.

Sous sa bonhomie physique et sa réputation d'homme de dialogue, le nouveau président cache un dur à cuire. « *Si les circonstances conduisaient à la nécessité de tirer sur la foule, il n'hésiterait pas à en donner l'ordre* », rapporte, presque effaré, le général américain Vernon Walters, à qui Pompidou se confie durant plusieurs jours lors d'une visite aux États-Unis. D'ailleurs, Pompidou fait confiance à son ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, pour tenir le pays « *rênes serrés* ». Marcellin est un coriace, aussi souriant qu'une tombe de granit, obsédé par l'ordre et peu regardant sur les méthodes.

En ce début des années 70, l'heure est à la reprise en main et à la chasse aux sorcières. Les flics sont chargés de freiner toute contamination de la société par les « déviants » de tout poil. Les RG renouent avec la DST pour traquer les mauvais citoyens. Un fichier de 3 000 noms de militants gauchistes est créé. Le SAC est remobilisé, ainsi que des milices patronales, pour casser les grèves ou repérer les dissidents. Les flics et leurs barbouzes posent des micros en série, recrutent des indics, prennent des photos compromettantes, espionnent syndicalistes et opposants. « *Nous écoutions les hommes politiques, nous pénétrions dans leur vie privée et tout ça me paraissait normal* », confiera l'ancien commissaire des RG Paul Roux au journaliste Francis Zamponi, pour son livre *les RG à l'écoute de la France* (La Découverte, 1998).

Ces pratiques abusives sont alors couvertes en haut lieu. Raymond Marcellin le justifiera ainsi dans ses mémoires : « *Ce n'était pas joli-joli, de regarder par le trou de la serrure, d'écouter aux portes ou, dans un restaurant, de suivre avec attention les conversations des convives de la table voisine, mais peut-on, a priori, au nom de la bonne conduite en société, exclure par un texte de loi ces moyens traditionnels de l'arsenal des procédés de police ?* » Un argument un peu commode pour justifier un flicage généralisé et sans aucun contrôle !

Le ministère de l'Intérieur fait même du zèle. Fin 1973, consigne est donnée à ses agents de poser des micros dans les nouveaux bureaux du *Canard enchaîné*, rue Saint-Honoré, à Paris. Selon les services de contre-espionnage, l'hebdomadaire satirique serait truffé de méchants rouges, des agents de « subversion » de puissances étrangères, qui ont accès à des documents « secret-défense ». En réalité, le palmipède dérange par ses révélations. Mais l'opération vire au fiasco. Une pseudo-équipe d'ouvriers plombiers-chauffagistes est

surprise, le lundi 3 décembre 1973, vers 22 h 15, dans les locaux par André Escaro, dessinateur du *Canard*, qui passait par là. Peu dupe des travaux entrepris, Escaro file prévenir les dirigeants du journal, tandis que les « ouvriers » prennent la poudre d'escampette, en laissant derrière eux des traces de leur forfait. « *C'est Watergate au Canard* », titre le journal le surlendemain, en félicitant le ministre « *microcéphale* » de cette opération de sonorisation avortée. « *L'enregistrement de nos conversations téléphoniques ne suffit donc pas. Marcellin et ses hommes veulent aussi savoir ce qui se dit dans les bureaux du Canard. On a vraiment affaire à des maniaques* », s'empare Claude Angeli.

L'hebdomadaire donne rapidement le nom des « monte-en-l'air » missionnés pour l'espionner : ils font partie de la DST, et plus particulièrement de sa « division III », en charge de la lutte contre le communisme international, et de la section technique du contre-espionnage. Convoqué

par le juge qui instruit l'affaire, le patron de la DST, Henri Biard, refuse de répondre, en arguant du secret-défense. Le pouvoir règle ses comptes quelques mois plus tard. Tenu pour responsable de cette bêtise, Marcellin est écarté en février 1974 de son maroquin ministériel par l'Élysée. Claude Angeli, lui, accusera le tandem Pierre Juillet - Marie-France Garaud, influents conseillers politiques du président Pompidou, d'avoir commandité cette opération de basse police. Une thèse naturellement démentie farouchement, des années plus tard, par Marie-France Garaud devant les journalistes Karl Laske et Laurent Valdiguié, auteurs d'une enquête sur « *le vrai Canard* » (Stock, 2008).

Giscard réclame la fin des écoutes... en vain

Avec l'arrivée de Giscard à l'Élysée, en mai 1974, une page semble se tourner. ►

Valéry Giscard d'Estaing, 1974-1981

Les coquins d'abord



Michel Poniatowski, l'homme de main de Giscard. En bas, le centre d'écoutes du GIC.



Giscard gagne la présidentielle contre les gaullistes historiques. A la barre de la République, fidèle à son slogan de campagne, il va « *changer dans la continuité* » les mœurs en matière de surveillance plus ou moins occulte. Après avoir déclaré son « aversion » pour les méthodes de ses prédécesseurs, il laissera agir son fidèle ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, pourfendeur de l'État-UDR « *des copains et des coquins* », grand amateur des notes des RG et d'écoutes téléphoniques. Mi-1977, les enregistreurs du ministère de l'Intérieur peuvent écouter plus de 500 lignes téléphoniques simultanément.



La République des barbouzes et des coups tordus

► L'ère gaulliste touche à sa fin. La maladie de Pompidou et la multiplication des scandales avaient rendu l'air irrespirable. Valéry Giscard d'Estaing et son nouveau Premier ministre, le bouillant Jacques Chirac, incarnent une nouvelle génération d'hommes politiques. Lors du premier Conseil des ministres, le 29 mai 1974, le président exprime son « aversion » pour les écoutes téléphoniques – il en a été lui-même la victime – et réclame fermement « leur destruction si elles existent et la destruction des archives qui en résultent ». Las ! Les mauvaises habitudes de police, censées disparaître, reprennent vite le dessus. Giscard a mis un homme de confiance Place Beauvau, son lieutenant Michel Poniatowski. Ce dernier, qui dénonçait naguère la république gaulliste des « copains et des coquins », a beau régler quelques comptes avec le SAC et les barons gaullistes, il continue de dévoiler les notes des RG, qui rendent compte de tous les potins de la classe politique, économique ou syndicale.

L'Elysée a donné pour consigne de ne plus placer sur écoutes les hommes politiques, les journalistes et les avocats. Cependant, Poniatowski veille à ne pas compromettre le bon fonctionnement du GIC et de ses enregistreurs. Mi-1977, le dispositif des « grandes oreilles » du ministère peut suivre près de 500 lignes en même temps ! La lutte contre les autonomistes bretons, les séparatistes basques, les indépendantistes corses ou la mouvance terroriste d'Action directe sert de paravent à une surveillance « administrative » assez large. Les RG continuent de quadriller le terrain, prévenant les autorités du moindre mouvement de grève et rendant compte de la plus modeste réunion de militants de gauche. Et lorsque les sondages réalisés en interne par l'Office central de sondages et de statistiques ne sont pas favorables au pouvoir en place, il suffit de les corriger un peu pour ne pas déplaire à l'Elysée. Ainsi les RG prédisent-ils sans hésitation la réélection de Valéry Giscard d'Estaing en mai 1981...

Quand l'Elysée de Mitterrand écoute illégalement

Cette servilité et ces dérapages alimentent la méfiance que le nouvel élu, François Mitterrand, éprouve à l'égard de l'ensemble des services de renseignement dès son entrée à l'Elysée. N'a-t-il pas dénoncé depuis des années un « régime fondé sur les

François Mitterrand, 1981-1995

Au nom de la fille

Les écoutes, c'était promis, juré, ne seraient qu'une force tranquille, au service de la République. Mais les attentats de 1982 ont amené Mitterrand à créer une cellule antiterroriste à l'Elysée sous les ordres de l'ancien chef du GIGN, Christian Prouteau. Livrée à elle-même, cette cellule commet quelques fâcheux dérapages, comme lors de l'arrestation des « Irlandais de Vincennes », où le capitaine Barril place lui-même des « preuves » de leur culpabilité. Le président utilisera surtout ce groupe de fidèles pour protéger sa fille cachée, Mazarine, dont l'existence relevait du secret d'Etat. Du coup, les écoutes se multiplient : plus de 2 000 personnes...



Christian Prouteau, chef des supergendarmes de l'Elysée. A gauche, conférence de presse des « Irlandais de Vincennes ».

complots, sur la conjuration, sur les services secrets et le développement des polices parallèles ? Les RG sont particulièrement dans sa ligne de mire, cette police politique qui tient, par exemple, méthodiquement à jour des fichiers sur les différentes communautés ethniques, y compris les juifs de France ! Une belle circulaire de déontologie est envoyée aux RG dès le 2 juillet 1981, visant notamment à proscrire les références politiques ou religieuses des personnes citées dans les notes écrites. « Torpillée par la structure, minée par les préfets, la circulaire n'a jamais vraiment été appliquée. Les bonnes vieilles méthodes ont la vie dure », témoignera Patrick Rougelet, un ancien de la maison.

Mitterrand a aussi promis de limiter les écoutes téléphoniques aux strictes nécessités de la lutte contre le grand banditisme ou contre le terrorisme. Un rapport commandé en juillet 1981 sur le sujet au président de la Cour de cassation, Robert Schmelck, est cependant

enterré dans un tiroir de Matignon un an plus tard. En réalité, les écoutes ont repris de plus belle : les services du GIC peuvent écouter désormais 930 lignes simultanément, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Une prouesse technique qui donne des idées à certains...

La vague d'attentats terroristes de 1982 conduit Mitterrand à créer à l'Elysée une « cellule antiterroriste ». Dirigée par le commandant Christian Prouteau, elle est officiellement chargée de protéger le président et de prévenir les menaces d'attentats. Tâche dont elle s'acquitte avec un zèle débordant, non sans quelques fâcheux dérapages : lors de l'arrestation des « Irlandais de Vincennes », le 28 août 1982, le capitaine Paul Barril apporte sur place les preuves de la culpabilité présumée des « terroristes ». Gênant. Hyperactive, la « cellule » se voit surtout confier une mission très sensible : elle doit empêcher que l'existence de la seconde famille du président

– Anne Pingeot et sa fille Mazarine, logée dans une annexe de la présidence de la République, quai Branly – ne soit révélée au grand jour. Les barbouzes de l'Elysée prennent leur travail très à cœur. « Il s'agit, dira fièrement l'un d'entre eux, de prolonger la volonté même du président. » Ils servent de baby-sitters à la famille cachée. Et placent sur écoutes toute personne susceptible d'évoquer le « secret » de Mitterrand.

Le dispositif prend, au fil des mois, un tour industriel, sous la férule de Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du président. Chaque jour, le capitaine Pierre-Yves Guézou, surnommé « Gaël », apporte au GIC la liste des demandes de l'Elysée. La « cellule » de Prouteau s'est réservée une vingtaine de lignes, qui échappent à tout contrôle. Elle reçoit en retour les comptes rendus des conversations sur des papiers pelures roses. Et « Gaël » synthétise sur place les passages les plus importants pour les communiquer immédiatement à ses supérieurs. La cible principale est l'écrivain Jean-Edern Hallier, qui essaie de trouver un éditeur pour publier son pamphlet, titré *Tonton et Mazarine*, puis *L'honneur perdu de François Mitterrand*, dans lequel il parle de la fille cachée de Mitterrand ainsi que de la francisque attribuée par Pétain durant la guerre... Deux outrages qui lui valent une attention de tous les instants. Ses amis, ses voisins, ses contacts sont espionnés systématiquement. « Je ne pense pas que, dans aucune démocratie occidentale confrontée à une situation semblable, on aurait agi différemment », osera avancer Gilles Ménage dans ses Mémoires au titre inquiétant : *L'œil du pouvoir* (Fayard, 1999).

La curiosité de l'Elysée s'étend rapidement à d'autres cibles. La liste des personnes écoutées illégalement par l'Elysée de 1983 à 1986 comprend à l'arrivée près de 2 000 noms. On y trouve notamment l'ancien Premier ministre Laurent Fabius, l'académicien Jean d'Ormesson, la comédienne Carole Bouquet, l'avocat Antoine Comte et plus d'une centaine de journalistes, dont l'enquêteur du *Monde* Edwy Plenel. Ce dernier est l'objet d'une fixation de la part de l'Elysée, persuadé que le plumitif est un agent subversif manipulé par une puissance étrangère. Tiens, tiens, voilà qui rappelle de vieux souvenirs... Mais Plenel est suspecté, cette fois-ci, d'accointances avec la CIA. Rien que ça ! Voilà qui justifie d'épier jour et nuit le téléphone du journaliste que les écouteurs appellent « Benet ». « Cette ligne-là, c'était du bonheur », ironisera Plenel dans *les Mots volés* (Stock,

1997). L'avant-veille, une conversation de sa compagne avec leur femme de ménage avait sans doute amusé l'équipe, puisqu'ils l'avaient retranscrite fidèlement... Le scandale finira par éclater en 1993. Au terme d'une longue instruction judiciaire, sept anciens collaborateurs de François Mitterrand seront condamnés en novembre 2005 pour « atteintes à la vie privée ». Selon le tribunal, le président était bien « l'inspirateur et le décideur » de ce système d'écoutes illégales.

Sous Chirac, on fouille toujours les poubelles de la République

Arrivé à l'Elysée en 1995, Jacques Chirac entend, lui aussi, faire table rase de ces pratiques détestables. La cohabitation avec Lionel Jospin, de 1997 à 2002, le contraint, de toute façon, à la prudence.

Les écoutes, qu'elles soient judiciaires ou administratives, sont déjà encadrées par une loi de 1991, initiée par le gouvernement de Michel Rocard. L'utilisation des lignes du GIC des Invalides est légalement réservée aux enquêtes sensibles de la DGSE, de la DST des RG, de la gendarmerie et de la police judiciaire. Une Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) présidée par un conseiller d'Etat, veille, en théorie, au bien-fondé des requêtes, qui doivent être validées par le cabinet du Premier ministre. Mais le « contingent » des écoutes officielles bondit tout de même de 1 180 à 1 840 lignes entre 1995 et 2005, soit une augmentation de 56 % sous Jacques Chirac ! Dans le même temps, selon les experts en télécoms, les écoutes sauvages menées par des officines privées ont littéralement explosé...

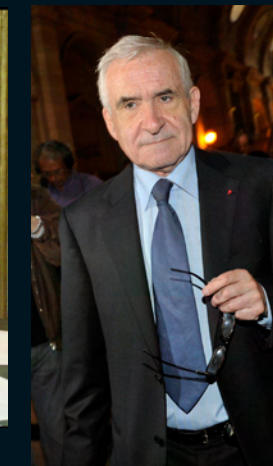
De leur côté, les RG ont été priés, durant l'été 1994, de cesser de suivre l'activité des partis, après que l'espionnage ►

Jacques Chirac, 1995-2007

Carnets noirs



Chirac, lui aussi, a promis de nettoyer la République de ces pratiques douteuses. Mais son fidèle Yves Bertrand, patron des RG, lui, revendique de surveiller « les poubelles de la République » pour prévenir les scandales qui couvent. En étroite collaboration avec Philippe Massoni, chargé de mission pour les questions de sécurité intérieure



Yves Bertrand, le patron des RG sous Jacques Chirac. Dominique de Villepin lors du procès Clearstream.



à l'Elysée, les deux hommes forment le tandem policier de la sombre fin de règne chiraquien. Nicolas Sarkozy les suspectera, eux et surtout Dominique de Villepin, d'être à l'origine de l'affaire Clearstream, qui cumule tous les ingrédients des scandales de la V^e République.

La République des barbouzes et des coups tordus

➤ d'un conseil national du PS eut provoqué un scandale. Les 180 fonctionnaires qui s'y consacraient à temps plein au sein de la « section politique » des RG, fierté de la maison, doivent se reconverter, tout comme ceux de la section « presse », également dissoute.

Mais l'entourage de Jacques Chirac, Dominique de Villepin en tête, ne se désintéresse pas totalement des dessous de la vie politique. Au contraire. Car la guerre sanglante entre les chiraquiens et les balladuriens se poursuit en coulisses. Un anonyme « corbeau » vengeur fait parvenir à des juges d'instruction des notes blanches des RG qui évoquent des financements occultes du RPR. Le patron des RG, en poste depuis 1992, Yves Bertrand, fidèle à Chirac, est une des cibles de ces attaques. Les coups bas pleuvent. Yves Bertrand, grande gueule et sourcils sombres, n'est pas du genre à se laisser impressionner. De toute façon, il note scrupuleusement dans ses petits carnets toutes les rumeurs qu'on lui rapporte, que ce soit sur la vie privée des hommes politiques ou l'argent noir qui circule dans des valises. Il faut, dit-il, surveiller les « poubelles de la République », pour prévenir les autorités des scandales qui couvent. Mais il ne se gêne pas pour en rajouter un peu, quand il s'agit de fragiliser les ennemis de Chirac, de Jospin à Sarkozy.

Roi de la manip, Bertrand est en contact étroit avec son ami le préfet Philippe Massoni, nommé en 2001 « chargé de mission pour la sécurité intérieure » à l'Elysée. Cet ancien directeur des RG, naguère expert de la traque antigauchiste, a toujours défendu la pratique des « notes blanches » anonymes qui permettent aux RG de colporter sans risques tous les ragots possibles. Bertrand et Massoni forment le tandem policier de la sombre fin du règne chiraquien. Bien qu'ils se défendent d'y avoir joué le moindre rôle, leurs noms apparaissent en marge de l'affaire Clearstream, la fabrication de faux listings bancaires, qui vise notamment à ternir la réputation de certains dirigeants d'entreprise, de flics et d'hommes politiques, dont Nicolas Sarkozy. Ce dernier y voit la signature de ses rivaux, et principalement de Dominique de Villepin, qui s'en défend. La justice est saisie. Le scandale Clearstream tourne au feuilleton à rebondissements. Avec les mêmes ingrédients : intox, enquêtes parallèles, barbouzes, guerres de services, réglages de comptes. Preuve que la République des coups tordus se porte toujours aussi bien ! ■ **V.N.**

Watergate, un scandale à méditer

PAR GUY SITBON

Il faisait chaud, il faisait nuit ce 17 juin 1972 à Washington. Dans les couloirs déserts d'un complexe de bureaux, le Watergate, les agents de sécurité repèrent cinq « cambrioleurs » à l'œuvre dans les bureaux du Parti démocrate. On est en pleine campagne électorale, le président de droite, Nixon (républicain) s'apprête à affronter pour sa réélection un candidat d'extrême gauche, George McGovern, donné battu d'avance. Embarqué avec tout leur matériel de poseurs de micros, les mardaudeurs du Watergate s'avèrent des clients hors gabarit : deux Cubains anticastroïstes, un colonel réserviste de l'armée de l'air, ancien du FBI et de la CIA, et d'autres zozos du même calibre. Sur eux, les numéros de hauts gradés proches de Nixon. Interrogé cinq jours plus tard, le président déclarera : « Je

ne vois pas en quoi cela me concerne, la Maison-Blanche n'est nullement impliquée dans cet incident sans intérêt. » A l'arrivée, Nixon sera le premier président de l'histoire à démissionner pour un « incident » qui ne le concernait pas...

Woodward et Bernstein, les deux journalistes du *Washington Post* héros de l'histoire, n'ont pas 30 ans quand elle éclate. Ils en veulent, bien sûr, mais surtout, ils n'aiment pas qu'on se foute de la gueule du monde. Une leçon à méditer pour ceux qui gouvernent aujourd'hui : ne pas sous-estimer les gens, ne pas croire qu'un petit journaliste est à négliger. Quand Bernstein entend que la Maison-Blanche n'est pas concernée par le cambriolage du Watergate, il court à Miami où il découvre qu'un chèque de 25 000 dollars est passé du Parti républicain à l'un des truands du Watergate. Ne reste plus qu'à tirer le fil d'une énorme pelote qui, à ce jour, n'a pas révélé tous ses secrets. Assez, tout de même, pour que s'écroule un régime : Nixon utilisait les services de renseignement pour

son usage personnel. Il espionnait les journalistes, ses adversaires politiques, les fonctionnaires suspectés de révéler des secrets d'Etat nauséabonds. Il manipulait la police et les magistrats pour se protéger. Il faisait obstruction à la justice. Il mentait devant la nation. Mais la France n'est pas l'Amérique, n'est-ce pas ? Il aura fallu plus de trente ans pour apprendre l'identité de Deep Throat (« Gorge profonde »), l'informateur clandestin du *Washington Post* au pseudo inspiré d'un film porno. Le 31 mai 2005, le magazine *Vanity Fair* annonce en couverture : « Je suis le mec qu'ils appelaient Deep Throat. » A 91 ans, Mark Felt veut alors « soulager sa conscience ». Il avait rencontré Woodward longtemps avant l'affaire. Directeur en second du FBI, il avait des comptes à régler



Les adieux de Richard Nixon à la Maison-Blanche, en 1974.

avec les services secrets. Il a nourri l'enquête des journalistes dans le plus grand secret. Trois personnes connaissaient l'identité de Gorge profonde, les deux reporters et leur patron, Ben Bradlee. Ils seraient morts tous les trois sans dire un mot. D'où le second enseignement du Watergate : les journalistes sont plutôt moins pipelettes que les ministres, présidents et autres. La parole d'un journaliste est (souvent) fiable, rarement celle d'un politique. La preuve : sur qui s'appuyait Nixon ? Des hauts fonctionnaires, des politiciens. Tous, sans la moindre exception, ont trahi Nixon. ■

Guy Sitbon